

Dépêche AEF : La FSU propose un "plan de sortie de crise" pour la jeunesse et l'éducation

6-7 minutes

La FSU propose, le 1er juillet 2020, 17 mesures pour la jeunesse et l'éducation dans un "plan de sortie de crise", après les semaines de confinement en raison du Covid-19. Parmi elles : "renoncer aux suppressions de postes ou fermetures de classes pour cette rentrée", un "plan de recrutement supplémentaire de personnels" et un "aménagement des enseignements et des programmations". La FSU demande la fin des enseignements à distance, le retrait des 2S2C, le développement de la formation professionnelle et la "mise en œuvre réelle de l'obligation de scolarisation des 16-18 ans".



Benoît Teste, secrétaire général de la FSU Droits réservés - DR
Combattre les inégalités que la crise sanitaire liée au Covid-19 a révélées et creusées : tel est l'objectif du "plan de sortie de crise" proposé par la FSU et présenté le 1er juillet 2020. Il consiste à "parier sur la jeunesse". Pour cela, la FSU incite le gouvernement à

"soutenir les services publics" et à "investir massivement pour permettre à tous les jeunes de se former, de s'épanouir, de trouver une place dans la société".

Critiquant la volonté du gouvernement d'aller, selon elle, vers une "individualisation des apprentissages et des parcours pour mieux faire accepter les inégalités", la FSU met en avant 17 mesures, dont beaucoup ont trait à l'école.

Pas de suppressions de postes, aménagement des programmes...

La fédération demande ainsi en premier lieu de "renoncer aux suppressions de postes ou fermetures de classes pour cette rentrée" ([lire sur AEF info](#)). Au contraire, elle souhaite un "plan de recrutement supplémentaire de personnels" ([lire sur AEF info](#)) ainsi que l'augmentation des moyens accordés aux Inspé. La FSU revendique également "du temps de concertation inclus dans les services", en "équipe pluri-catégorielle", nécessaire pour "le suivi des élèves" après la crise. Un "plan d'urgence pour les élèves porteurs de handicap" est aussi indispensable pour la FSU.

En outre, elle souhaite un "aménagement des enseignements et des programmations" - que la présidente du CSP a qualifié de "ni possible ni souhaitable" ([lire sur AEF info](#)) - au-delà des "heures supplémentaires occasionnelles et des dispositifs d'aide". Il s'agirait également "d'anticiper une organisation des examens et concours réfléchi et adaptée pour maintenir les épreuves nationales".

Retour obligatoire à l'école et retrait des 2S2C

La FSU demande également "l'abandon de toute forme de volontariat des familles" concernant le retour à l'école, qui doit ainsi être "obligatoire", de même que la fin de l'enseignement à distance qui a "creusé les inégalités sociales d'accès aux apprentissages".

Les "2S2C" ([lire sur AEF info](#)), mis en œuvre notamment pour les élèves qui ne peuvent pas être accueillis à l'école pendant la crise sanitaire, doivent alors être "retirés" pour la FSU, qui présente le dispositif comme une "externalisation des enseignements" et une "remise en cause des rythmes".

Plus globalement, la FSU demande un moratoire ou un réexamen des réformes en cours : "directeurs d'école, éducation prioritaire, lycées, orientation, baccalauréat, entrée dans l'enseignement supérieur, LPPR, SNU, obligation de formation, apprentissage, formation tout au long de la vie, santé scolaire, formation initiale et continue, Inspé, loi Blanquer, suppression des seuils dans l'enseignement..."

"Développer la formation professionnelle"

La fédération propose en outre des mesures concernant la jeunesse au sens large. Elle souhaite ainsi améliorer et augmenter la formation "aux enjeux de transitions écologiques", pour les élèves et les personnels ; développer la formation professionnelle des jeunes qui serait en outre "pilotée par le service public d'éducation".

Aussi, la FSU demande la "mise en œuvre réelle de l'obligation de scolarisation des 16-18 ans", le développement du "service public de l'insertion", la mise en place d'un "droit d'accès des jeunes à la santé" ou encore le "renforcement de la prévention, de la proximité et de l'accès aux soins au sein des établissements d'enseignement scolaires".

Protection de l'enfance, droit à l'éducation pour tous et politique d'accueil et d'accompagnement des mineurs étrangers sont également des thématiques soulevées par la FSU.

72 postes de Rased supprimés, selon le Snuipp

Dans un dossier sur la rentrée 2020, le Snuipp-FSU estime que l'abaissement des effectifs à 24 élèves dans les classes de grande section de maternelle "ne sera que très partiellement achevé" à la rentrée. En outre, le syndicat chiffre plusieurs suppressions de postes :

- 341 postes de PDMQDC, dont 90 en éducation prioritaire
- 211 postes de remplaçants
- 72 postes en Rased.